L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 18 FEVRIER 1869. | 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 18 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., à leur salle d'encan, rue Vieille-Levée—De caisses de bottes, souliers et brodequins; caisses de bottes et souliers sciences.

Par D. E. Murphy, à 11 heures, aux magasins de MM. A. D. Grief & Co., No 90 et 92, rue Vieille-Levée—Effets secs de Cincinnati.

Par J. N. Robert, à 10½ heures, 64, rue Vieille-Levée—Vente régulière de marchandises sèches, chaussures, mercerie, quincaillerie, &c.

Par Montgomery Bte, & Co. Aux derrière de P. L. Roche, rue Gravier à 10½ heures, de beaux chevaux de selle et de harnais, par paire et seuls, beaux meubles d'hôtel et de ville, jolis bugies couverts et découverts, etc. ah, seils, &c. Et à leur salle d'encan, rue du Canal à 11 heures.—Un assortiment général de meubles, tapis, ustensiles, gravures, batterie de cuisine, etc.

Par Rose Gutierrez, au coin de la rue Chartres et de la rue—Chaparon, mercerie, marchandises sèches, &c.

Par Hoffman, Marks & Co. au No 38 de la rue Royale—Habillements de saison, chapeaux, linguerie, &c.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins—Bottes, pantalons et provisions secs.

Par Vincent & Co., au No 16 de la rue de Chartres—Marchandises sèches étrangères et américaines.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALGER,
(No.) .....Rue des Remparts.....153

Marchandises Sèches à Pension.—L'attention est appelée sur la grande vente par encan de marchandises sèches, étrangères et américaines qui aura lieu aujourd'hui, à 10 heures du matin, par MM. Dufour & Co., encanteurs, rue de Chartres, No 16. Cette vente étant à crédit, offre de magnifiques chances de bonnes affaires.

NAVIRES A DESTINATION DE LA NOUVELLE ORLEANS.

On trouvera à notre troisième page (colonne française) la liste des navires à voile et steamers partis pour cette ville et ceux qui sont en route. Cette liste, qui est publiée chaque semaine dans l'*Abeille* et aussi avec revue et corrigée avec soin, est très recherchée par les négociants et armateurs étrangers et français.

LA REPRISE
des Paiements en Espèces.

Dans une des dernières séances du Sénat des Etats-Unis on s'est occupé d'un bill qui a été rapporté par le comité de finances et dont l'objet est la consolidation de la dette et le rachat du papier monnaie. Voici un passage du discours prononcé dans la discussion générale par M. Morrill, ce passage traite de la reprise des paiements en espèces.

Je ne vois pas quelle objection sérieuse on peut faire à la partie de ce bill qui a pour but de restreindre les contrats basés sur l'or et l'argent. Le fait est que la loi suprême des relations internationales nécessite actuellement ces contrats, et c'est là une raison suffisante pour que nous les sanctionnions. Des Etats-Unis, aux deux Pacifique et celui de Terre, on fait ses affaires autant que d'espèces. Au moment où l'on cherche à ramener la circulation de l'or, il serait absurde de laisser figurer dans nos lois une distinction qui entrave la circulation. Si d'ici à dix ans il ne faut pas que nous constituions à notre gouvernement que le papier-monnaie employé par tout le monde jusqu'à ce que le monde puisse employer de l'or. Ici nous sommes dans une transition violente du règne du papier-monnaie à celui des espèces, nous devons dès maintenant déclarer légaux les contrats basés sur celles-ci.

Il semble évident que ce permettant que les contrats particuliers soient basés sur l'or et l'argent, on engagera le public à se servir d'espèces, et de billets payables en espèces dans une grande partie de ses transactions. Dès lors, la quantité proportionnée de papier-monnaie deviendrait inutile. Il nous faudrait moins de billets. Mais, dira-t-on, nous aurons donc une circulation différente en circulation ! Et bien, nous pas deux maintenant, dont la moitié environ est inutile, l'or, est clandestine ! Le seul effet de cette mesure projetée serait d'augmenter la masse monétaire, en lui permettant de circuler plus librement.

Du moment où les billets seront accompagnés à être remboursés, un dollar fera presque l'office de deux. Le taux de l'intérêt diminuera en proportion, et le commerce s'étendra plus rapidement que tout ce qui s'est vu auparavant.

En résumé, les craintes qu'inspire la reprise des paiements en espèces disparaîtront, si l'on y réfléchit bien. Il n'y a pas à craindre que le public se précipitera en masse pour échanger ses billets contre de l'or. Les banques nationales réorganisées permet à la circulation de se proportionner aux besoins du commerce.

Il est peu probable que le bill dont il s'agit puisse passer dans la session actuelle. Mais, cependant, le principe de la validité des contrats payables en or vient d'être reconnu par une décision de la Cour Suprême relatée brièvement dans une dépêche télégraphique ainsi conçue :

La Cour Suprême, dans une affaire importante, la validité des contrats de vente de fer, pour décide que les actes déclarant l'or et l'argent monnaie légale n'ont jamais été rapportés, et que nous avons deux sortes de monnaie légale, l'or et l'argent et le papier, et que tout contrat fait sur le pied des espèces en or ou en argent est valide et valable, et peut être exécuté. La constitutionnalité de l'acte de légal tenders n'est pas impliquée dans cette affaire.

Cette décision a une grande importance, car elle renverse la jurisprudence de plusieurs cours de district et de plusieurs Cours d'Etat. Elle aura pour conséquence la multiplicité des contrats payables en or, multiplicité qui sera un acheminement vers la reprise des paiements en espèces.

Mais nous ne croyons pas que le gouvernement des Etats-Unis puisse entreprendre maintenant de consolider en dette et de décréter la reprise des paiements en espèces avant d'en avoir opéré la reconstruction et n'avant d'avoir fait disparaître la circulation de l'or, il serait absurde de laisser figurer dans nos lois une distinction qui entrave la circulation. Si d'ici à dix ans il ne faut pas que nous constituions à notre gouvernement que le papier-monnaie employé par tout le monde jusqu'à ce que le monde puisse employer de l'or. Ici nous sommes dans une transition violente du règne du papier-monnaie à celui des espèces, nous devons dès maintenant déclarer légaux les contrats basés sur celles-ci.

Il semble évident que ce permettant que les contrats particuliers soient basés sur l'or et l'argent, on engagera le public à se servir d'espèces, et de billets payables en espèces dans une grande partie de ses transactions. Dès lors, la quantité proportionnée de papier-monnaie deviendrait inutile. Il nous faudrait moins de billets. Mais, dira-t-on, nous aurons donc une circulation différente en circulation ! Eh bien, nous pas deux maintenant, dont la moitié environ est inutile, l'or, est clandestine ! Le seul effet de cette mesure projetée serait d'augmenter la masse monétaire, en lui permettant de circuler plus librement.

Du moment où les billets seront accompagnés à être remboursés, un dollar fera presque l'office de deux. Le taux de l'intérêt diminuera en proportion, et le commerce s'étendra plus rapidement que tout ce qui s'est vu auparavant.

En résumé, les craintes qu'inspire la reprise des paiements en espèces disparaîtront, si l'on y réfléchit bien. Il n'y a pas à craindre que le public se précipitera en masse pour échanger ses billets contre de l'or. Les banques nationales réorganisées permet à la circulation de se proportionner aux besoins du commerce.

Il est peu probable que le bill dont il s'agit puisse passer dans la session actuelle. Mais, cependant, le principe de la validité des contrats payables en or vient d'être reconnu par une décision de la Cour Suprême relatée brièvement dans une dépêche télégraphique ainsi conçue :

La Cour Suprême, dans une affaire importante, la validité des contrats de vente de fer, pour décide que les actes déclarant l'or et l'argent monnaie légale n'ont jamais été rapportés, et que nous avons deux sortes de monnaie légale, l'or et l'argent et le papier, et que tout contrat fait sur le pied des espèces en or ou en argent est valide et valable, et peut être exécuté. La constitutionnalité de l'acte de légal tenders n'est pas impliquée dans cette affaire.

Cette décision a une grande importance, car elle renverse la jurisprudence de plusieurs cours de district et de plusieurs Cours d'Etat. Elle aura pour conséquence la multiplicité des contrats payables en or, multiplicité qui sera un acheminement vers la reprise des paiements en espèces.

Mais nous ne croyons pas que le gouvernement des Etats-Unis puisse entreprendre maintenant de consolider en dette et de décréter la reprise des paiements en espèces avant d'en avoir opéré la reconstruction et n'avant d'avoir fait disparaître la circulation de l'or, il serait absurde de laisser figurer dans nos lois une distinction qui entrave la circulation. Si d'ici à dix ans il ne faut pas que nous constituions à notre gouvernement que le papier-monnaie employé par tout le monde jusqu'à ce que le monde puisse employer de l'or. Ici nous sommes dans une transition violente du règne du papier-monnaie à celui des espèces, nous devons dès maintenant déclarer légaux les contrats basés sur celles-ci.

Il semble évident que ce permettant que les contrats particuliers soient basés sur l'or et l'argent, on engagera le public à se servir d'espèces, et de billets payables en espèces dans une grande partie de ses transactions. Dès lors, la quantité proportionnée de papier-monnaie deviendrait inutile. Il nous faudrait moins de billets. Mais, dira-t-on, nous aurons donc une circulation différente en circulation ! Eh bien, nous pas deux maintenant, dont la moitié environ est inutile, l'or, est clandestine ! Le seul effet de cette mesure projetée serait d'augmenter la masse monétaire, en lui permettant de circuler plus librement.

Du moment où les billets seront accompagnés à être remboursés, un dollar fera presque l'office de deux. Le taux de l'intérêt diminuera en proportion, et le commerce s'étendra plus rapidement que tout ce qui s'est vu auparavant.

En résumé, les craintes qu'inspire la reprise des paiements en espèces disparaîtront, si l'on y réfléchit bien. Il n'y a pas à craindre que le public se précipitera en masse pour échanger ses billets contre de l'or. Les banques nationales réorganisées permet à la circulation de se proportionner aux besoins du commerce.

Il est peu probable que le bill dont il s'agit puisse passer dans la session actuelle. Mais, cependant, le principe de la validité des contrats payables en or vient d'être reconnu par une décision de la Cour Suprême relatée brièvement dans une dépêche télégraphique ainsi conçue :

La Cour Suprême, dans une affaire importante, la validité des contrats de vente de fer, pour décide que les actes déclarant l'or et l'argent monnaie légale n'ont jamais été rapportés